

Une grande question que se posent nombre d'entre nous est de savoir si la SEE joue bien son rôle. Le Canada est un pays commerçant. On nous a dit que 30 p. 100 de notre produit national brut provenait de nos échanges commerciaux et ce chiffre serait nettement supérieur si nous obtenions notre juste part du commerce mondial.

En 1968, quand le gouvernement Trudeau a pris le pouvoir, le Canada détenait 5.74 p. 100 du marché mondial. En 1981, cette proportion était tombée à 3.8 p. 100. Votre Honneur me fait signe que mon temps de parole est sur le point d'expirer. Je voudrais simplement ajouter quelques petits points avec le consentement unanime de la Chambre.

**Le président suppléant (M. Patterson):** Le député désire le consentement unanime. La Chambre est-elle d'accord?

**Des voix:** D'accord.

**M. Bradley:** Merci beaucoup, monsieur le Président. Je voudrais remercier mes vis-à-vis de me fournir cette occasion de poursuivre mes remarques. J'essaierai d'aller droit au but...

**M. Dingwall:** Soyez gentil.

**M. Bradley:** ... et de ne pas être trop dur envers le gouvernement, comme on vient de me le demander.

Comme je le disais, en 1968, le Canada détenait 5.74 p. 100 du marché mondial; en 1981, ce chiffre n'était plus que de 3.8 p. 100. En 1968, les Canadiens ont exporté plus que les Japonais dont la part du marché mondial est maintenant deux fois supérieure à celle du Canada.

Le parti conservateur veut améliorer la performance économique du Canada. Il ne veut pas cependant perpétuer le manque actuel de responsabilité et de contrôle qui caractérise la Société pour l'expansion des exportations et d'autres sociétés de la Couronne. Nous appuierons la Société, si elle devient plus comptable envers le Parlement. Nous serons en faveur de toute société qui nous permettra de favoriser nos exportations pourvu qu'elle assume davantage de responsabilité. Cependant, les résultats obtenus jusqu'à maintenant n'ont rien de très encourageant. Si on tient compte des garanties de prêt et d'autres formes d'aide, le gouvernement fédéral a perdu 125 millions de dollars lorsqu'il a tenté de renflouer la compagnie Consolidated Computer au cours des années 1970. Les engagements financiers du gouvernement envers les sociétés de Haviland et Canadair s'élèvent jusqu'à maintenant à 751 millions et 1,836 millions de dollars respectivement. En 1982, la société Canadair a perdu 1.4 milliard, soit la plus grosse perte jamais enregistrée par une entreprise dans l'histoire du Canada. On en est même arrivé au point où un sénateur de l'Alaska a été condamné à trois ans de prison pour avoir accepté un pot-de-vin relativement à l'achat possible d'un bombardier d'eau de la société Canadair. Cependant, le vendeur a finalement été licencié par la société Canadair, non pas pour avoir participé au versement présumé d'un pot-de-vin, mais plutôt pour n'avoir pas réalisé une seule vente en quatre ans.

• (1730)

Nous constatons qu'en février 1981, le CN a consacré une somme de \$64,244 pour faire de la réclame et offrir ses bons vœux à son principal concurrent, le CP, à l'occasion de son anniversaire. En 1977, Radio-Canada a dépensé 2 millions de

### *Expansion des exportations—Loi*

dollars pour acheter des stations de radio et de télévision évalués à \$800,000 seulement. En février 1981, Petro-Canada a versé 1.46 milliard ou \$120 l'action pour acquérir Petrofina. Au moment de l'achat, les actions se vendaient à \$90 ou à \$30 de moins que la somme payée par Petro-Canada. En novembre 1982, comme l'a révélé le *Globe and Mail*, Petro-Canada a payé durant huit mois le loyer d'un immeuble vide de 24 étages à Calgary. Lorsque le ministère des Postes est devenu une société de la Couronne, le gouvernement a aidé les employés à célébrer l'événement en offrant du café, des beignes et des enveloppes-souvenir pour une somme de \$300,000.

Voilà pourquoi les députés de ce côté-ci se préoccupent de la responsabilité financière des sociétés de la Couronne et proposent ces amendements pour qu'on puisse exiger des comptes de la Société pour l'expansion des exportations. Nous espérons que nos collègues d'en face et à notre gauche conviendront avec nous que la Chambre doit se montrer plus responsable et ce, dès maintenant, en commençant par le projet de loi C-110

**M. Otto Jelinek (Halton):** Monsieur le Président, permettez-moi de dire tout d'abord que j'appuie de tout cœur la Société pour l'expansion des exportations. De toute évidence, les entreprises canadiennes, notamment dans le secteur de la petite entreprise, ont besoin d'une certaine aide pour exporter leurs produits. Le marché canadien est suffisamment solide pour soutenir la concurrence sur le plan mondial. La Société pour l'expansion des exportations, par l'intermédiaire du projet de loi C-110 tendant à modifier la loi sur l'expansion des exportations, ne cherche pas à soutenir l'exportation des marchandises canadiennes. De fait, certains exemples révèlent comment ces modifications peuvent nuire au climat du monde des affaires et au Canada en général.

Mes collègues ont parlé de l'obligation de rendre compte, ce qui est probablement la question la plus importante à cet égard. J'y reviendrai dans quelques instants, mais d'autres problèmes se posent également. Par exemple, le rôle du secteur privé est affaibli. En outre, la SEE est mal administrée.

Permettez-moi de vous donner quelques exemples de ce que la SEE a accompli. Par exemple, la SEE a financé l'expansion d'Inco en Indonésie et au Guatemala, mettant ainsi en danger des emplois à Sudbury et au Manitoba. Elle a financé au Mexique, en Pologne et au Pérou, des exploitations forestières qui vont faire concurrence aux produits canadiens. La Société a fourni des fonds pour la construction d'un monument commémorant la révolution algérienne. Imaginez! Au moment où les emprunts coûtent au gouvernement autour de 16 p. 100, la Société a conclu un prêt de 563 millions de dollars américains à 9.7 p. 100, une valeur d'environ 700 millions de dollars canadiens, pour aider Bombardier à vendre des voitures de métro à la ville de New York. Quarante pour cent des emplois qui découlent de cette affaire sont aux États-Unis et non au Canada. La liste des transactions conclues par la Société n'est pas épuisée. Il est incroyable qu'on ne diminue pas l'influence des bureaucrates dans la gestion de la Société.

Depuis le temps, les Canadiens doivent maintenant savoir que plus les bureaucrates se mêlent d'une entreprise commerciale, d'une société de la Couronne ou d'une autre forme d'organisme ou d'entreprise, pire est la gestion de cet organisme. Inutile de regarder plus loin que Postes Canada pour voir qu'une organisation dirigée par les bureaucrates et le gouvernement n'est pas très rentable. La liste n'est pas épuisée,